

OBSERVATOIRE DE LUTTE

CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES

INTEGRITE



EQUITE

OBSERVATORY FOR FIGHT

AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT

TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 023/OLUCOME/09/2017 PORTANT SUR
L'ANNONCE DE LA PROCHAINE AUGMENTATION DE LA PRESSION FISCALE A
OUTRANCE DANS LA LOI BUDGETAIRE DE 2018.**

« L'OLUCOME demande au Ministre des finances, du budget et de la privatisation, Monsieur Domitien Ndiwokubwayo de retirer ses propos en rapport avec la politique de son Gouvernement de continuer de sucer à fond les citoyens burundais déjà pauvres et lui demande plutôt de proposer l'instauration d'une taxe sur fortune et de relever l'impôt sur les revenus des hautes autorités de l'Etat burundais. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) vient d'apprendre avec regret que le Ministre des Finances, du Budget et de la Privatisation a déclaré, le 22 septembre 2017 en province de Ngozi lors de l'ouverture d'un atelier réunissant les cadres de ce ministère et les services de l'Etat chargés de la collecte des ressources du budget, que le budget général de l'Etat de 2017 était financé à hauteur de 70.3% sur des ressources domestiques et qu'il souhaite qu'en 2018 le budget général de l'Etat soit financé à 100% par des ressources propres. Lors de cet atelier de deux jours, ces derniers ont mené des réflexions approfondies sur les mécanismes appropriés de politiques et d'administration fiscale afin de mobiliser davantage des ressources du Budget général de l'Etat exercice 2018 selon les propos du Ministre Domitien Ndiwokubwayo.
2. A cet effet, l'OLUCOME constate que ce processus de préparation du projet de loi du Budget Général de l'Etat 2018 commence sciemment trop tard comme toujours en violation de l'article 176 de la Constitution burundaise qui dispose que « L'Assemblée Nationale est saisie du projet de loi de finances dès l'ouverture de sa session d'octobre. » Ceci dans le but de donner du temps suffisant aux députés de faire une analyse fouillée de son contenu, chose qui n'a pas encore été respectée pendant plus de dix ans alors que le Ministère des finances et les autres ministères possèdent des outils et des moyens nécessaires pour respecter ce délais de la constitution du Burundi.
3. L'OLUCOME considère que les chiffres présentés par le Ministre en charge des finances publiques sont biaisés, irréalistes et fantaisistes s'il se réfère aux prévisions budgétaires des années antérieures. En effet, les charges du budget de l'Etat exercice 2017 sont évaluées à 1326.8 milliards de Fbu. Selon les mêmes prévisions de ce budget de l'Etat exercice 2017, ces dépenses du budget sont financées par des ressources internes de 786,6 milliards Fbu soit 59.28% du Budget général de l'Etat de 2017 (Recettes fiscales de 682.2 milliards Fbu + les autres recettes de 104.4 milliards Fbu). Bien plus, les dons ne s'évaluent qu'à 366.05 milliards de Fbu soit 27.5% du budget de 2017 tout en sachant que le déficit de ce budget est de 174.1 milliards de Fbu soit 13.1% du budget de l'Etat de 2017. Ce déficit qui est

financé en grande partie par l'endettement interne est le double de celui de l'exercice budgétaire 2016.

4. Selon l'OLUCOME, il est incompréhensible d'affirmer que ces chiffres du Ministre sont corrects. Ils auraient plutôt été manipulés pour avoir une stratégie de communication publique dans le but de préparer les citoyens burundais à la prochaine hausse des taxes sur tous les produits. Ce qui est étonnant, le Gouvernement ose faire cette déclaration des chiffres biaisés alors qu'il a une dette intérieure de plus de 1250 milliards de Fbu soit plus de 94% du budget général de l'Etat de 2017. Aussi, la dépréciation monétaire s'accroît du jour au jour, elle est de 72.9 % par rapport à l'année de 2015 où un dollar américain s'achetait à 1700 Fbu et actuellement il s'achète à 2 940 Fbu. De plus, la société BRARUDI qui contribue par année à la caisse de l'Etat plus de 100 milliards de Fbu soit plus de 7,5 % des recettes annuelles de l'Etat, n'a pas aujourd'hui des devises suffisantes pour effectuer les importations de ses intrants d'où les prix de ces boissons ont été d'office revus à la hausse à hauteur de 28.5 % pour l'Amstel. Bien plus, le secteur du carburant n'est pas épargné de cette rareté de devises au pays d'autant plus qu'il reste deux sociétés opérant au pays dans ce secteur alors qu'elles étaient au nombre de six. Ce qui occasionne des fois la pénurie de ce produit car ces deux sociétés ne peuvent pas en général satisfaire la demande nationale en ce produit.

5. **A partir de cette situation du pays dressée dans les paragraphes précédents, l'OLUCOME trouve que c'est la mauvaise gouvernance qui a causé cette crise économique et sociale au Burundi même si elle tire racine dans la crise politique. Ici, nous pouvons ajouter que 70% du Budget général de l'Etat se renferment dans la rubrique des marchés publics alors que ces derniers sont attribués toujours aux mêmes personnes morales ou physiques suite aux commissions qui rentrent dans les poches de certains individus qui s'enrichissent au détriment de la population qui croupit dans une misère sans précédent d'une part et suite aux cotisations versées à la caisse du parti au pouvoir d'autre part.** En effet, ces marchés sont offerts sans respecter les principes de transparence et de concurrence car pour certains, les appels d'offres ne sont pas publiés. A cet effet, il s'en suit que ces sociétés offrent des services ou fournitures de mauvaise qualité et à un prix élevé. Le clientélisme, le favoritisme, le népotisme et la concurrence déloyale dans les services publics s'installent, s'enracinent et ainsi, l'efficacité de services publics est mise en cause.

6. L'OLUCOME est contre cette proposition du Ministre des Finances d'augmenter la pression fiscale quitte à ce que le Gouvernement du Burundi s'autofinance à 100 %. En effet, la population vit une pauvreté sans nom avec un revenu maigre de 284 USD soit moins d'un dollar américain par jour selon les statistiques du Fonds Monétaire International (FMI). Bien plus, pour cette année, la pression fiscale est passée de 50 à 70%. Le comble de malheur est qu'en plus des contributions illégales et le paiement des impôts et taxes, les citoyens ne bénéficient pas des fruits du fisc d'autant plus une part non négligeable du budget général de l'Etat est détournée lors de l'octroi illégal de ces marchés publics d'une part et le salaire des employés des secteurs public et privé n'augmente pas alors qu'il existe une inflation et une dépréciation monétaire notoire au pays. On dirait que le Gouvernement a la mission

unique de sucer le pauvre contribuable sans soucier de la redistribution juste et équitable du montant de ces impôts et taxes collectés.

7. L'Observatoire trouve qu'au cas où le Gouvernement tiendrait à la parole du Ministre burundais des finances d'augmenter les impôts et taxes à tel degré, cet acte serait considéré comme un suicide financier des citoyens burundais par celui qui devrait les protéger. Suite à la mauvaise gouvernance, il n'y a pas d'équité sociale au Burundi car les pauvres supportent fiscalement les riches alors que cela devrait être le contraire. **A cet effet, comme le Gouvernement est dans le besoin des fonds alors que la grande partie de sa population vit dans la misère au moment où les dirigeants construisent des villas, l'OLUCOME propose au Gouvernement cinq voies de solutions pour le projet de loi budgétaire de 2018 :**
- a. D'instaurer une taxe sur fortune sur toute personne physique ou morale ayant plus d'une maison construite en matériaux durables ou ayant une maison à deux étages sans avoir un crédit y relatif à la banque en ce moment ;
 - b. De rehausser l'impôt sur revenus des hauts cadres de l'Etat comme tout autre fonctionnaire de l'Etat ;
 - c. De commanditer un audit indépendant de tous les marchés publics de depuis 2008 comme la loi sur les marchés publics en son article 14 l'exige ;
 - d. De participer au dialogue inter burundais inclusif externe pour trouver des solutions durables à la crise politique actuelle afin d'ouvrir la porte à tous les citoyens burundais de s'atteler aux travaux de développement de leur pays et aux financements extérieurs ;
 - e. D'appliquer le contenu de la déclaration universelle des droits de l'homme et le pacte international relatif aux droits Economiques, Sociaux et Culturels, dans le but de garantir l'équité sociale.

Vive le Burundi sans les dirigeants corrompus, vive l'équité sociale, vive la bonne gouvernance et la transparence au Burundi.

Fait à Bujumbura, le 26/09/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

